

Quand le covid-19 fait voler en éclat la soi-disant substituabilité des « capitaux »

Par Christophe Sempels¹

Et si le covid-19 nous révélait l'erreur initiale de conceptualisation du développement durable et le besoin d'en changer.

En économie standard, le développement durable – concept mou et aujourd'hui largement critiqué - a donné lieu à une vision qualifiée par ses détracteurs de faible. Ainsi, pour assurer la durabilité, il faudrait transmettre aux générations futures un stock de capital constant leur permettant à minima de conserver un niveau global d'utilité par tête lui-même constant (Boisvert et al., 2019). Dit de manière plus simple, pour qu'il soit durable, le développement devrait donner aux générations futures un stock de moyens leur permettant de satisfaire leurs besoins, tout en étant indifférent sur le contenu de ce stock et sur la nature des moyens qui le constituent. Dans cette vision faible, la notion de développement est par ailleurs entendue dans sa vision economiciste, le réduisant à la croissance matérielle évaluée en monnaie (Theys et Guimont, 2019).

Ce capital global permettant la satisfaction des besoins est lui-même constitué :

- du **capital naturel**, soit l'ensemble des ressources naturelles (bois, minéraux, plantes, animaux, air, pétrole, ...) vue comme directement utiles à l'Homme en tant que moyen de production de biens et services écosystémiques ou qu'il peut exploiter techniquement et économiquement ;
- du **capital humain**, soit l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ;
- du **capital physique**, encore appelé **capital technique**, soit les machines, infrastructures, équipements, entreprises... nécessaires à la production des biens et des services utiles pour satisfaire les besoins des individus ;
- auquel on ajoute parfois le capital social (ressources provenant d'un réseau de relations, que peuvent mobiliser les individus) et institutionnel (les dispositions politiques, juridiques et institutionnelles en vigueur qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales).

Ces capitaux seraient substituables, la dégradation de l'un ne posant pas de problème en soi s'il est compensé par un autre. Dit autrement, si une fonction remplie par la nature peut être substituée par la technique par exemple, le stock global de capital n'est pas dégradé. Cette vision adopte une représentation fonctionnaliste des capitaux. Solow, qui a joué un rôle central dans cette conceptualisation, ne disait-il pas que « la plupart des ressources naturelles ordinaires sont désirables pour ce qu'elles font et non pour ce qu'elles sont » (Solow, 1992), arguant que la nature n'a aucune valeur pour elle-même, mais uniquement pour les services qu'elle rend au développement économique. L'utilisation même du mot « capital » pour qualifier la nature, les êtres humains ou les interactions sociales traduit cette vision fonctionnaliste et participe à la représentation qu'il ne s'agit que de moyens sans valeur intrinsèque au service d'une finalité plus grande, ici la croissance économique.

¹ Directeur de la recherche-action chez LUMIA – une recherche-action au service de la mise en œuvre de projets transformatifs visant le rééquilibrage des systèmes écologiques, sociaux et économiques dans la prise en charge des besoins humains

Cette vision faible du développement durable est représentée par le célèbre schéma des trois bulles – économique, environnementale et sociale – qui s’interpénètrent partiellement pour donner, à leur intersection, la trajectoire de durabilité. Et qui présuppose une logique d’arbitrage constant entre ces trois dimensions qui accepte de fait, si on n’est pas à l’intersection, de développer plus en avant un capital au détriment d’un ou plusieurs autres s’il peut maintenir le capital global.

Ce mode de représentation est particulièrement tenace et la croyance dans le progrès technique pour résoudre les problèmes climatiques ou d’effondrement de la biodiversité, tout comme la croyance en la croissance économique pour apporter le bien-être et l’équité sociale, sont des expressions directes de cette vision faible du développement durable. Le problème est qu’elle repose sur une hypothèse en large partie fautive, et que la confiance qu’elle place dans le marché et la technique a été depuis longtemps, pour une part importante, infirmée par ce qui se passe dans le monde réel (Theys et Guimont, 2019). Le covid-19 n’en est qu’un exemple de plus.

Il a en effet fallu qu’un minuscule virus passe de l’animal à l’homme pour gripper l’économie mondiale en donnant un coup d’arrêt brutal au capital technique tout en mettant bien en difficulté le capital institutionnel, contraint de mettre un coup d’arrêt aux interactions humaines. Certes, la recherche s’organise, le capital humain et le capital technique se mettent en branle pour trouver le vaccin et le remède. Mais le mal est fait. Les morts sont morts, les populations s’inquiètent et souffrent, sans tous avoir les mêmes armes à leur disposition face à cette pandémie, l’économie étouffe, les endettements publics vont une nouvelle fois exploser à des niveaux qui n’ont depuis longtemps plus rien de rationnel et le monde retient sous souffle, sous un air dont la qualité s’est incroyablement améliorée par l’arrêt brutal et massif du capital technique, comme en attestent les cartes satellites des pollutions. Ainsi, la capacité des progrès scientifiques et techniques n’a pas suffi ni à prévenir la crise ni à empêcher le système de se gripper.

Depuis le début de cette crise désormais mondiale, nombreux sont les appels à nous interroger et à imaginer un après covid différent de l’avant. En effet, la crise actuelle ne gagnerait-elle pas être vue comme une dure et violente correction de la nature face à notre incapacité à nous autoréguler ? Et nous inviter à une posture d’humilité reconnaissant que nous ne pouvons indéfiniment nous déjouer de la nature.

Alors que les crises se succèdent et que les témoins de surchauffe sont toujours plus nombreux à virer à l’orange ou au rouge, c’est le covid-19 qui aura créé l’électrochoc dont le monde a besoin pour évoluer. Tout cela nous invite urgemment à changer nos représentations. En changeant d’abord notre vocabulaire. La nature et les femmes et hommes valent mieux que leur statut de « capital ». Le développement n’a pas de sens s’il est appréhendé par le seul prisme de la croissance exprimée en monnaie. Car la finalité de l’humanité et du vivant n’est pas de produire toujours plus de cash pour quelques-uns qui croulent sous des produits et des services qu’ils possèdent déjà en excès, alors que dans le même temps, d’autres manquent du plus élémentaire.

Il nous faut ensuite reconnaître la non-substituabilité des patrimoines fondant les conditions de vie et de fonctionnement de nos sociétés et agir en conséquence. En sortant de notre anthropocentrisme et en reconnaissant des valeurs intrinsèques aux patrimoines naturel, humain, social, culturel, ... Commencer par identifier les patrimoines critiques indispensables à la vie humaine et non humaine, de sorte à les protéger sans autre forme d’arbitrage, semble constituer la priorité. Certes, cet enjeu somme toute assez simple à poser n’est pas simple à opérationnaliser, ne fût-ce que pour identifier et prioriser ces patrimoines critiques. Mais nous ne partons pas d’une feuille blanche. Le GIEC nous exhorte à maintenir sous 1,5°C le réchauffement planétaire, avec un budget de gaz à effet de serre encore disponible dûment documenté d’ici à 2030, puis à 2050. Les travaux menés sur les 9 limites planétaires, dont 4 sont d’ores et déjà dépassées (6 pour la France

en 2019 selon le rapport sur l'état de l'environnement en France) sont un autre point d'appui. Et si nous considérons que la santé relève d'un patrimoine critique à préserver, comme le suggère la crise du covid-19, les enjeux environnementaux mais aussi sociaux sont immédiatement remis au-devant de la scène. Car si les pollutions et les phénomènes climatiques extrêmes menacent directement la santé et l'intégrité du vivant, le cancer sociétal que sont les inégalités les impacte tout autant.

Tout cela, nous le savons vous direz-vous. Oui, et pourtant rien ne bouge ou si peu au regard des besoins d'évolution. Si le covid-19 nous permet de reconfigurer très brusquement et à grande échelle l'action individuelle et collective, puisse l'intelligence humaine faire de même pour accepter de nous réinscrire dans un fonctionnement sous limites qui soit mis en œuvre dans des formes acceptables. Là aussi, la feuille de route est loin d'être blanche et nous ne manquerons pas de la développer dans des articles à venir. Et ce qui est enthousiasmant, c'est que le contenu de cette feuille est porteur de progrès - dans son sens étymologique de transformation graduelle vers du mieux - et de joie.

Références

- Boisvert, V., Carnoye, L. et Petitimberty, R. (2019), La durabilité forte : enjeux épistémologiques et politiques, de l'économie écologique aux autres sciences sociales, Développement Durable et Territoires, Vol.10, n°1.
- Lesueur T. (direction - 2019), L'environnement en France – rapport de synthèse – édition 2019, disponible sur https://ree.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/9782111570573_lenvironnementenfrance_edition2019_rapportdesynthese_v24_web_light.pdf (consulté le 18/02/2020).
- Solow R., 1992, An almost practical step to sustainability, Washington D.C, Resources for the Future.
- Theys, J. et Guimont, C. (2019), Nous n'avons jamais été soutenables : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ?, Développement Durable et Territoires, Vol.10, n°1.